

Source	<i>Politique étrangère</i>
Date	janvier 2007
Signé par	Thomas SCHREIBER

Depuis la chute du mur de Berlin, peu de livres ont eu pour thème l'étude de la nomenklatura : la liste des postes de direction politique, économique et culturelle, et des personnes susceptibles de les occuper en régime communiste, essentiellement en raison de leur dévotion au pouvoir. Rappelons que ses membres constituaient partout en Europe centrale et orientale la nouvelle aristocratie, profitant de privilèges exorbitants. En même temps, ils ont largement contribué au « recodage » stalinien des cultures historiques nationales. Longtemps, la construction des élites nouvelles d'origine ouvrière et paysanne a, dans toutes les démocraties populaires, fidèlement suivi le modèle soviétique. À partir de 1970 cependant, la tension entre loyauté politique et professionnalisme a pris des formes nouvelles avec la présence de « sans-parti » à des postes de responsabilité dans plusieurs pays, notamment en Hongrie et en Pologne.

Fruit de la rencontre d'une vingtaine de chercheurs européens issus de différents versants des sciences sociales, le présent ouvrage est d'autant plus intéressant que les auteurs abordent, sous divers aspects, l'actualité. Après avoir constaté l'ampleur des destructions subies par les anciennes élites civiles, militaires et religieuses d'avant-guerre, et décrit les caractéristiques de la nomenklatura, ils révèlent des continuités parfois insoupçonnées depuis 1989. Parfois d'une manière inattendue, les membres de la nomenklatura (théoriquement disparus avec la fin du communisme) semblent avoir réussi leur reconversion dans le nouvel ordre capitaliste et démocratique. Ainsi à l'heure actuelle en Europe centrale et orientale, le pouvoir économique et financier réel est d'une manière générale exercé par des anciens de la nomenklatura ou par leurs descendants, bénéficiaires, grâce à la situation privilégiée de leurs parents dans les années 1980, d'une scolarité occidentale. Plusieurs chapitres s'intéressent à la place de l'Église et au rôle actuel des universités catholiques – en premier lieu en Pologne. À cet égard, la contribution de Maté Boos est d'un intérêt particulier. Il note qu'en Pologne, le traditionalisme, le conservatisme, voire même le conservatisme libéral trouvent un foyer intellectuel et une base de recrutement politique, ce qui facilite, en dernière analyse, la compréhension de la situation actuelle dans ce pays. En Hongrie, l'université catholique a été considérée comme l'université de l'opposition entre 1994-1998, puis comme celle du gouvernement jusqu'à 2002, lorsque le parti de droite Alliance des jeunes démocrates Union civique (FIDESZ-MPP) de Viktor Orban s'est défini comme parti populaire et trouvait une base intellectuelle solide dans son corps enseignant. Aujourd'hui, avec le gouvernement de centre gauche au pouvoir depuis plus de quatre ans, l'image de l'université retourne à celle des années 1994-1998...

Ce livre nous fournit beaucoup de clés pour comprendre nos tout récents partenaires dans l'Union et pour faciliter l'étude des sociétés de l'« autre Europe », dont la connaissance reste malheureusement trop superficielle.